



## Conseil économique et social

### Rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur les travaux de sa première session ordinaire de 2013

(4 février 2013)\*

Additif

#### A. Mettre en œuvre les décisions issues de l'examen quadriennal complet

1. Le Président par intérim du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial (PAM) a ouvert la réunion en souhaitant la bienvenue au Vice-Secrétaire général et aux directeurs exécutifs des six organismes des Nations Unies.

2. Présentant le point à l'examen au nom des six organismes, la Directrice exécutive du PAM s'est félicitée que l'examen quadriennal complet mette l'accent sur l'obtention de résultats et leur mise en évidence ainsi que sur la promotion de progrès équitables au profit des plus vulnérables, tout en favorisant une meilleure rentabilité des activités. Elle a confirmé la ferme volonté des membres du Groupe des Nations Unies pour le développement de donner suite à l'examen quadriennal complet, et a souligné ce qui avait déjà été fait dans ce sens, notamment en indiquant comment les dispositions de cet examen étaient prises en compte dans le nouveau plan stratégique du PAM.

3. Le Vice-Secrétaire général s'est référé aux recommandations clés formulées dans l'examen quadriennal complet et a souligné que celui-ci devrait orienter l'action du système des Nations Unies pour le développement sur le terrain et le préparer à l'après-2015. Il a également réitéré l'engagement pris par le Secrétaire général de veiller à ce qu'il y soit intégralement donné suite.

4. Plus de 20 États Membres se sont exprimés, et les thèmes suivants ont été mis en avant :

\* Le présent rapport, soumis en tant qu'additif au rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) sur les travaux de sa première session ordinaire de 2013, constitue un résumé des débats qui ont eu lieu le 4 février 2013 au cours de la réunion conjointe des Conseils d'administration de l'UNICEF, du Programme des Nations Unies pour le développement/Fonds des Nations Unies pour la population/Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et du Programme alimentaire mondial. Il a été élaboré conjointement par les secrétariats de ces fonds et programmes.



a) L'avantage comparatif du système des Nations Unies pour le développement dans les pays sortant d'un conflit ou en transition, et la nécessité d'aborder tous les aspects de la gestion des risques;

b) La nécessité de lutter contre les inégalités ainsi que de promouvoir une approche du développement axée sur les droits fondamentaux et des politiques de croissance verte;

c) Le caractère fondamental de la prise en main des opérations par les acteurs nationaux ainsi que du fait que la réforme des Nations Unies doit contribuer à accroître la valeur ajoutée dans les pays plutôt que d'être consacrée à la façon dont le système des Nations Unies pourrait mieux fonctionner « en circuit fermé »;

d) Le nombre de mandats d'action prévus par l'examen quadriennal complet, y compris ceux qui sont assortis de délais, et la nécessité d'établir des priorités et d'assurer un suivi efficace de la mise en œuvre;

e) Un appel en faveur de l'amélioration des niveaux de financement et d'une modification de la répartition des ressources, de base et autres, y compris par le biais de mécanismes de recouvrement des coûts;

f) L'importance qu'il y a à continuer de s'attacher à éliminer la pauvreté; certains ont insisté sur les problèmes d'inégalité dans les pays à revenu intermédiaire;

g) L'appui à apporter à l'initiative « Unis dans l'action », en tant que modèle à suivre aux fins de la mise en œuvre;

h) Le renforcement de l'orientation sur les résultats, et la nécessité d'établir des principes solides touchant la communication de l'information, y compris pour ce qui est de la mise en œuvre de l'examen quadriennal complet;

i) La nécessité de consolider le système des coordonnateurs résidents et de partager la charge des coûts de coordination;

j) Un appel en faveur de l'accélération des progrès accomplis en matière de simplification et d'harmonisation des modes de fonctionnement, en réglant les problèmes de goulets d'étranglement au niveau des sièges;

k) La nécessité de maintenir l'autorité décisionnelle des conseils d'administration et l'importance du rôle joué par les commissions régionales;

l) La nécessité de se rapprocher des organes du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies;

m) La nécessité de renforcer la culture de l'évaluation, y compris au niveau des pays.

5. Les membres du Conseil d'administration du PAM se sont exprimés collectivement et ont indiqué que l'élimination de la faim était une priorité pour l'ensemble des membres du PAM; ils ont également évoqué le double mandat du Programme, qui intervient à la fois lors de situations d'urgence et dans le cadre du développement. Le représentant du Conseil a également souligné qu'il fallait intégrer les enseignements tirés dans le programme pour l'après-2015.

6. Répondant en premier, l'Administratrice du PNUD a insisté sur l'importance de l'élimination de la pauvreté à l'heure de promouvoir le développement durable, et signalé que des changements en interne étaient nécessaires pour mieux parvenir aux

résultats escomptés. Elle a évoqué les efforts déployés pour renforcer le système des coordonnateurs résidents et en améliorer la qualité, mais aussi le fait que le système avait besoin de disposer de ressources suffisantes et prévisibles pour aller de l'avant. Le Directeur général de l'UNICEF a souligné les efforts faits pour améliorer la communication de l'information et a demandé que le programme pour l'après-2015 soit axé sur la lutte contre les inégalités. Le Directeur exécutif du FNUAP a évoqué le rôle de chef de file joué par son organisme s'agissant d'élaborer des règles générales et il a indiqué que le FNUAP étudierait de nouveaux modèles opératoires pour travailler plus efficacement. Le Directeur exécutif de l'UNOPS a insisté sur l'importance du renforcement des capacités et de la durabilité, et il s'est félicité de l'appel lancé en faveur de l'accélération de la réforme des modes de fonctionnement. La Directrice exécutive du PAM a souligné qu'il fallait tenir compte des différentes modalités de financement des organismes au moment d'adopter le plan de financement du système des coordonnateurs résidents. Le Directeur exécutif adjoint d'ONU-Femmes a conclu l'examen du point en saluant l'importance accordée à la problématique hommes-femmes et aux résultats dans l'examen quadriennal complet. Il a souligné la pertinence d'une approche axée sur les droits pour aller de l'avant, et il a reconnu que l'examen quadriennal complet constituait une invitation au changement à l'appui d'une plus grande cohérence du système.

## **B. Mettre à profit la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire**

7. Le Président du Conseil d'administration d'ONU-Femmes a souhaité la bienvenue aux représentants des six organismes des Nations Unies et aux deux conférenciers invités. Présentant le document d'information au nom des six organismes, le Directeur général de l'UNICEF a souligné que la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire connaissent une croissance organique, qu'elles constituaient des composantes clefs des solutions à apporter à des problèmes mondiaux, et que les organismes des Nations Unies disposaient d'un énorme potentiel pour jouer un rôle de facilitation constructif.

8. Des exposés ont été faits par les deux conférenciers invités : Macharia Kamau, Représentant permanent de la République du Kenya auprès de l'Organisation des Nations Unies, et John Ohiorhenuan, professeur à l'Université Columbia.

9. Ensuite, 12 délégations d'États Membres ont soulevé les points suivants :

a) La coopération Sud-Sud ne remplace pas la coopération Nord-Sud et a ses propres principes de base. L'examen quadriennal complet fournit des orientations essentielles sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. Étant distinctes, celles-ci nécessiteront des mécanismes d'appui différents;

b) Si la coopération Sud-Sud est déjà très fructueuse, elle pourrait cependant l'être beaucoup plus. Le système des Nations Unies devrait intervenir pour renforcer encore les capacités des pays du Sud. Le potentiel des arrangements régionaux pour ce qui est de promouvoir la coopération Sud-Sud devrait être exploité plus avant;

c) Il est nécessaire de disposer d'un plan directeur exhaustif des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, afin de recueillir les bénéfices rendus possibles par les avantages comparatifs du système. Les directives des différents organismes

devraient concorder avec celles de l'ONU, afin d'améliorer la coordination au niveau des pays;

d) Tous les organismes devraient chercher à développer les stratégies visant à encourager le secteur privé à appuyer la coopération Sud-Sud, ainsi qu'à trouver des moyens d'améliorer la communication de l'information et l'évaluation;

e) Il faudrait continuer de renforcer le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud.

10. Les représentants des six organismes des Nations Unies ont formulé les observations suivantes :

a) Premier à intervenir, le Directeur exécutif du FNUAP a souligné que la nouvelle donne en matière de développement, en vertu de laquelle les pays en développement coopèrent de plus en plus dans ce domaine, reposait sur les principes de solidarité, d'équité, d'égalité et d'appropriation nationale;

b) Les six organismes ont réaffirmé le rôle exceptionnel du système des Nations Unies à l'heure de mettre à profit la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire;

c) La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire sont devenues des mécanismes de développement fondamentaux et les six organismes les ont incorporées dans leurs plans stratégiques et opérationnels. Des efforts sont faits pour accroître cette intégration;

d) De nombreux exemples récents illustrent le succès obtenu par chacun des six organismes s'agissant d'appuyer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. Pourtant, les réussites actuelles ne donnent qu'une faible idée de ce qu'il est possible d'accomplir;

e) L'engagement des organismes des Nations Unies au niveau régional continue d'évoluer afin de mieux appuyer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire;

f) L'expansion de la coopération Sud-Sud soulève des questions touchant la possibilité de faire entendre sa voix et d'être représenté de manière appropriée dans les conseils d'administration, et concernant également le financement; cela pourrait nécessiter des débats officiels;

g) Il est possible d'encourager l'implication du secteur privé en faisant la promotion des partenariats public-privé fructueux qui profitent aux communautés, et en encourageant le respect des normes et des règles internationales;

h) Les rapports sur les résultats devraient tenir compte du fait que les initiatives Sud-Sud relèvent des pays partenaires, et non des organismes des Nations Unies. Mettre l'accent sur la communication de l'information et l'évaluation permettra de garantir une valeur ajoutée.

11. Résumant les débats, le Directeur exécutif de l'UNOPS a constaté que tous les organismes avaient clairement reconnu le rôle joué par les Nations Unies s'agissant de faciliter la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, et l'importance qu'il y avait à généraliser ces efforts. Le Président du Conseil d'administration d'ONU-Femmes a conclu en soulignant que la coopération Sud-Sud constituait un moyen efficient, efficace et sans exclusive d'opérer les changements voulus.